

BGE 22 I 966

Bundesgericht (BGE), 1896-01-01, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_22_I_966

FR: ATF 22 I 966

IT: DTF 22 I 966

Volltext

966 A. Staatsrechtliche Entscheidungen. H. Abschnitt. Bundegesetze. Zweiter Abschnitt. - Dellxieme section. Bundesgesetze. - Lois federales. I. Auslieferung von Verbrechern und Angeschuldigten. - Extradition de criminels et d'accuses. 161. Arret du 18 1wvembre 1896 dans la cause Stöckli. ~. Le 17 avril 1896, F. Binggeli, regent a Gempenach (Fn.bourg), adepose une plainte aupres de l'autorite fribour- geoise contre Jean Stöckli, charretier a Berne l'accusant d'avoir, par son imprudence, cause la mort de s; fille Marie Binggeli. Au co urs de l'enquete instruite par l'autorite fribourgeoise Bur cette plainte, le juge d'instruction du district de Berne a ete requis de proceder a l'audition de l'accuse et de deux temoins. TI a fait droit acette requisition et procede a l'inter- rogatoire des personnes indiquees. Stöckli a ete informe a cette occasion que l'enquete etait elose qu'elle allait etre transmise a la Chambre d'accusation du c~nton de Fribourg et qu'~ pouvait, dans un delai de cinq jours, produire un me- ~01re pour sa dMense. TI a conteste qu'aucune faute lui fut lmutable et declare ne vouloir produire aucun memoire. Par arret du 20 juin 1896, la Chambre d'accusation du canton de Fribourg a pronouce le renvoi de Stöckli devant le tribunal de police du district du Lac comme accuse d'homi- eide par imprudence. Une copie de cet arret a ete notifiee a Stöckli avec l'autorisatioll et par l'entremise de l'autorite I. Auslieferung von Verbrechern und Angeschuldigten. N° 161. 967 judiciaire bernoise. Stöckli a ete de la meme maniere assigne a comparaitre le 17 juillet 1896 devant le tribunal de police du distriet du Lac pour etre entenclue et voir prononcer sur les faits dont il etait accuse. Le 17 juillet 1896, Stöckli ne s'etant pas presente devant le tribunal de police, celui-ci a rendu contl'e lui un jugement par dMaut le declarant coupable d'homicide par imprudence et le condamnant a trois mois de prison et aux frais. Notifi- cation lui a ete faite de ce jugement le 23 juilllet 1896. B. Par memoire du 21 septembre, Stöckli a recouru au Tribunal federal contre le dit jugement dont il demande l'an- nulation, de meme que celle de tous les actes de pou l'suite, de l'enquete prealable et de l'instruction devant le tribunal de jugement. Il fonde son recours sur les articles 113, chiffre 3 et 67 de la Constitution federale, 175, chiffres 3 et 178 de l'organisation judiciaire federale et sur les articles 1 et 2 de la loi federale du 24 juillet 1852 sur l'extradition. TI soutient en resume que le jugement attaque, de meme que l'enquete qui l'a precede et l'arret de mise en accusatiOll ont meconnu les prescriptions de la loi federale du 24 juillet 1852. L'en- quete dirigee dans le canton de Fribourg contre lui, qui est domicilie a Berne, concerne un delit prevu par les articles 1 et 2 de la dite loi. 01' les autorites fribourgeoises n'ont pas requis l'extradition de l'accuse et les autorites bernoises n'ont ainsi pas ete mises en mesu l'e de faire usage de la faculte qui leur appartenait en vertu de l'art. 1 er de la loi de juger leur ressortissant confo l'mement aux lois bernoises. Le fait que le recourant s'est presente devant le juge d'instruc- tion bernois n'implique pas de sa part acceptation tacite de la juridiction fribourgeoise. 11 a le droit d'exiger qu'avant de dirigel' des poursuites penales contre lui les autorites fri- bourgeoises commencent par demander son extradition au canton de Berne. C. Dans son memoire en reponse au recours, le

procureur general du canton de Fribourg expose que la loi federale sur l'extradition ne met pas obstacle a ce que les cantons se lient par des conventions plus rigoureuses. Des 10rs celle 968 A. Staatsrechtliche Entscheidungen. H. Abschnitt. Bundesgesetze. conclue entre les cantons de Berne et Fribourg le 26 aout 1825 au sujet de la cOlllparution des prevenus de delits de police continue a deployer ses effets. Or l'homicide par im- prudence peut etre considere COlllme un delit de police, puis- que l'intention coupable y fait default. Du reste les autorites bernoises, en acceptant la commission rogatoire qui leur a ete adreesee, en autorisant la notification de l'arret d'accu- sation, de la citation et du jugement a Stöckli, ont interprete dans le sens sus-indique la convention de 1825 et expresse- ment reconnu le droit des autorites fribourgeoises de se nantir de l'affaire. L'acception du for fribourgeois, tacite de la part de Stöckli et expresse de la part des autorites ber- noises, rendait inutile la delllande d' extradition. Par ces motifs, le procureur general du canton de Fribourg conclut au rejet du recours. Vu ces (aits el considerant en dr'oit : 10 Le recourant se plaint d'une violation des dispositions des art. 1 et 2 de la 10i federale sur l'extradition du 24 juillet 1852. 01' le Tribunal federal a reconnu a plusieurs reprises que l'inobservation de ces prescriptions legales peut donner lieu de la part de la personne interessee a un recours en vertu des art. 113, chiffre 3 de la Constitution federale, et 175, chiffre 3 de l' organisation judiciaire. (Voir entre autres Reclteil o(ficiel VI, page 210 et suiv. et 217 et suiv., XIV, page 45 et suiv.) 20 Quant a la question meme que souleve le recours, le Tribunal federal a constamment juge (voir les arrets cites) que lorsqu'un canton veut diriger des poursuites penales contre une personne residant sur le territoire d'un autre canton pour l'un des crimes ou delits prevus par la loi federale du 24 juillet 1852, il est te nu de proceder par la voie legale d'une demande d'extradition, a moins que la personne pour- suivie ne se soumette volontairement a sa juridiction. Dans l'espece, le delit d'homicide par imprudence pour laquelle recourant a eta poursuivi, est un de ceux prevus par la loi precitee. Il n'a nullement le caractere d'un delit da police, ainsi que le soutient le procureur general de Fribourg, I. Auslieferung von Verbrechern und Angeschuldigten. N° 1ß1. 969 et alors meme que ce serait le cas, etant mentionne dans la 10i sur l'extradition, il ne peut etre poursuivi qu'en confor- mite des prescriptions de cette loi. La convention entre Berne et Fribourg, du 26 aout 1825, ne peut des 101'8 pas avoir d'application ici. D'autre part le recourant n'a accepte ni expressement, ni tacitement la juridiction des tribunaux fri- bourgeois. Le fait qu'il a repondu a la citation du juge d'in- struction bernois et a eta interroge par ce magistrat procedant ä la requete du president du tribunal de Morat ne peut etre considare comme une reeonnaissauce tacite de la competence de ce tribunal. Stöckli a pu croire qu'il etait tenu d'obtem- perer a une citation du juge de son domicile. On ne saurait des lors conclure du fait qu'il s' est presente devant ce magis- trat et a repondu a ses questions, qu'il ait entendu se sou- mettre au jugement de l'autorite fribourgeoise qui avait requis son audition. C'est ä. tort enfin que le procureur general de Fribourg Boutient encore que les autorites bernoises auraient reconnu la competence des tribunaux fribourgeois et renonce a se prevaloir de la faculte que leur donnait la loi sur l'extradition de reclamer pour elles-mellles le droit de juger Stöckli. Une semblable renonciation n'aurait pu etre eonsentie que par l'autorite bernoise competente pour accorder, le eas ecMant, l'extradition de Stöckli, soit par le Conseil d'Etat du canton de Berne et non par le juge d'instruction du district de Berne Oll 'le president du tribunal qui a autorise les significa- tions a Stöckli. Ces magistrats n'avaient pas competence pour renoncer ä. l'exercice d'un droit souverain du canton de Berne. On ne peut done deduire de leurs actes aucune renon- ciation de la part de l'autorite bernoise eompetente au droit de refuser l'extradition de Stöckli et de le faire juger par les tribunaux

bernois. 30 11 resulte de ce qui precede que le recours est fonde. n n'y a toutefois pas lieu de faire droit aux conclusions du recourant en tant qu'il demande l'annulation de tous les actes de la poursuite anterieurs aux debats et aujugement. TI suffit que le jugement attaque soit annule et que les autorites fri- 970 A. Staatsrechtliche Entscheidungen. II. Abschnitt. Bundesgesetze. bourgeoises soient astreintes a requerir l'extradition du re- courant avant de pouvoir reprendre les poursuites contre lui. Par ces motifs : Le Tribunal federal: prononce: Le recours est declare fonde et le jugement du tribunal de police du district du Lac (Fribourg) du 17 juillet 1896, est annule en ce sens qu'avant de pouvoir reprendre les poursuites penales contre le recourant, les autorites fribourgeoises sont tenues de requerir son extradition de l'autorite competente du canton de Berne, conformement aux prescriptions de la loi federale du 24 juillet 1852. 11. Persönliche Handlungsfähigkeit. Capacite civile. 162. Urteil vom 31. : Dcaemoer 1896 in @adjen smeffer IL A. IU.m 28. IJc6ruar 1894 war 30l)ann >meilern burdj ben 9Tegierung~ftattl)aUer bon @eftigen, gefütt auf ein @efudj feiner .stinber errter (1'l)e, bem feine nädjsten merwitnbtun unb 'oie mor~ munbfdjaf~oel)ßrbe feiner ~eimatgemeinbe .staufoorf aufgeftimmf ljatten, "ttlegen merfdjwengung unb unbrctlinbiger ~anbrungen "burdj bie fein mermögen in @efaljr fleßact)t 11)irb," unter mor~ munbfct)aft gefteat worben. IU.f~ ~ljatfadjell, bie bie mebogtigung begründen foUten,)naren in bem erttläljlltcll @efudje folgenbe an~ gefiUrt worben: 1. 30l)ann >meffedi ljabe feinen @ol)n 3weiter (1'l)e, @ottfried, .ttll\ljrenb brei 3aljren auf bel' fctnbtllirtfdjaf(tid)en @dJufe 9Tütti bie 2allbtllirtfd)aft ftubieren laffen unh hafür iebenfaU~ @ummen 'Ul~geben müffen, bie in feinem merljQftll~ au feinem mermßgen ftünben j ja er ljaoe iljn fog ar dur (1'r{erlung bel' franaöfifd)en mefferrt bem gleid)en 60l)ne eine .stie~~ grube our IU.u~beutung übedaifen, oljne baß er ljiefür, ober für 11. Persönliche Handlungsfähigkeit. No 162. 971 ben UnterljaU biefel~ @ol)ne~, ben er in feinem S~aufe bel'alten l)abc, bon bemie loen eine (1'ntfd)äbigung erljalten ljätte. 3. (1'benfo ljal.le er bem nämlid)en @ol)ne 8 3ud)arten bon feinem @runbitMe au einem niebrigen q3reife, um 10-15,000 lJr. 3u birng ljerfauf. 4. lJerner ljabe er feiner lJrau 3ttleiter (1'l)e iljr gefante~ 3U~ gebracUte~ mermögen l)mtU~gegeben, ttäljrenb er feinen merljriäljri" gen ~nbern erfter (1'lje erft bie ~äfte il)re~ >muttergute~ au~:c geridJtet unb bi~ jett aud) mit ber (1'l)efteuer 3urückgeljalten ljak 5. 30lj. >mefferH fei bereit. 6 71 3aljre alt, gelje nirgenb~ me!)r l)in uno fei außer <Stanbe, feine aflernatüf(d)ften 311tereifen au ttäljren. 150 fei e~ betf:pieI~ttletfe unberitänbig bon iljm gemefen, baß er eine stauf~offerte für fein IU.nttlejen bon 120,000 lJr.bon bel' ~anb gemiefen ljak 6. IU.ud) 6ei IU.norbung bel' notrocnbigen IU.rbeiten für ba~ @ut jei 'J(efferli nadjfüffig unb unberftänbig borgegangen; in~~ befondere jei im 3aljre 1893 für bie m.e:paratur eine~ mrunnen~ ein bier 3u ljoljer metrag au~geregt tlorben. Illfle biefel ~ljatfad)en ttären bom 9Tegiertng~ftattljalter bon @eftigen auf iljre 9TidJtigfeit nid)t geprüft unb e~ ttlar barüber nid)t einmal bel' 3u .mebogtenbe einbernommen tlorben. @ollbern eß ljatte nd) bel' genannte meamte begnügt, 3u fonftatieren, bajß bie näd)ften merttlanbten unb bie 3uftänbige mormunbfd)af~be" ljörbe aur .mebogtung iljre ßuftimmung gegeben !)atten, ttlobet er fid) offenbar auf @al? 217 be~ bernifd)ell (li1,)Ugefel?budJe~ ftüt lter ttlonnd) in ber ~ljat bei übereillftitnmenbem IU.ntrag bel' ,oeiben rrol\ljntcn bormunbfd)aftlicjen ,organe ber betreffenben '{.Serfoll oljne ttleter5 ein mogt liefteft ttlerben forL B. IU.m 22. lJeoruar 1896 reid)te ,3olj. illcefferH beim lJRegie" rung~ft(ttljalter bon @eftigell ein (1'lltbogtigung~gefud) ein. ':Darin ttlorbe angebrad)t, ba~ \)011 Illnfallg an gegen tlj11 feine gefe~Hden mebogtigung~grünbe borgelegcn feien. ?lia5 im .mebogttgu l)iß~ bef(d)lujß bic5bqügfid) bOrgebrad)t tlorben fei, fönne au einer (Int" miinbtung nid)t

genügen. Überlajau:pt ljnbe er fid) ttleber bel' mer~ jd)ttlenbung ncd) fonit unberftänbiger,
fein mermögen gefli)rbenber ,panblungen fdJulbig gemacljt. „Sm @egenteU lja6e er ba~
erer6te mermögen um bie ~ilfte bermeljrt unb ba~ie(6e in feiner ?lieife

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.